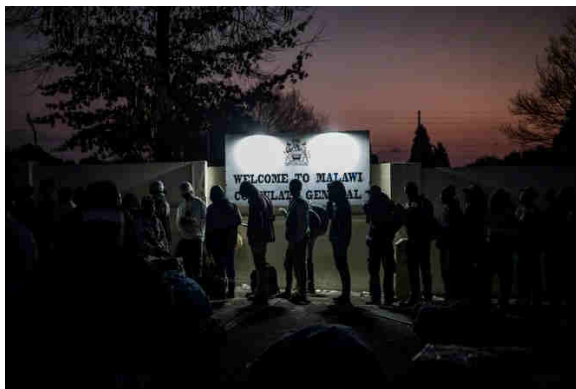


https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/07/21/certains-ont-ete-licencies-d-autres-sont-expulses-de-leur-logement-des-dizaines-de-milliers-d-etrangers-chasses-d-afrique-du-sud_6728223_3212.html

« Certains ont été licenciés, d'autres sont expulsés de leur logement » : des dizaines de milliers d'étrangers chassés d'Afrique du Sud

Au moins 67 000 ressortissants africains ont quitté le pays depuis le 27 juin, selon les autorités sud-africaines, alors qu'un mouvement de lutte contre l'immigration illégale sème la terreur dans les townships. Le nombre des départs pourrait être bien plus élevé.

Par [Mathilde Boussion](#) (Johannesburg, correspondance)



Des migrants malawites devant leur consulat à Johannesburg, le 14 juillet 2026. MARCO LONGARI/AFP

Chaque jour, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants viennent s'entasser devant le consulat du Malawi, à Johannesburg. Poussés par la peur, ils n'ont qu'une idée en tête : fuir l'Afrique du Sud au plus vite. Sur le bitume du parking couvert d'emballages plastiques et de pelures d'orange, les grappes d'enfants échoués au milieu d'un tsunami de bagages trahissent un exode qui refuse de dire son nom. Les étrangers africains ont quitté le pays par dizaines de milliers. Depuis le 27 juin, plus de 67 000 migrants illégaux sont partis précipitamment avec l'aide du gouvernement, selon les chiffres officiels, alors qu'un mouvement de lutte contre l'immigration illégale sème la terreur dans certains townships.

Ceux qui partent sont originaires en majorité du Malawi, du Zimbabwe et du Mozambique, les communautés les plus importantes en Afrique du Sud, mais aussi du Nigeria, du Ghana, du Kenya, d'Ouganda... Le nombre des départs pourrait être bien plus élevé. A elles seules, les autorités zimbabwéennes estiment que plus de 100 000 de leurs ressortissants seraient rentrés. Officiellement, le gouvernement sud-africain parle de « rapatriements volontaires ». « *Les gens se présentent en indiquant qu'ils sont en situation irrégulière et demandent à partir pour cette raison* », a précisé, mercredi 15 juillet, la ministre de la justice, Mmamoloko Kubayi, au cours d'une conférence de presse.

Devant le consulat du Malawi, la détermination à quitter le pays est évidente. Mais le choix n'a rien de volontaire. « *Les Sud-Africains ne veulent plus de nous. Ils sont venus tambouriner à nos portes pour nous ordonner de faire nos valises en menaçant de nous frapper. Je les ai*

vus taper des gens », raconte Violet (un prénom d'emprunt), une mère de 26 ans installée en Afrique du Sud depuis 2021. Selon plusieurs témoins, ce raid aurait eu lieu le 10 juillet aux alentours de 17 heures, dans un quartier populaire de Vereeniging, une ville de la banlieue de Johannesburg. *« Il faisait presque nuit, j'ai pris les affaires de ma fille et je suis partie avec des gens qui se regroupaient sur un terrain vague »*, poursuit-elle.



Une femme et son enfant lors d'une manifestation anti-immigrés, tandis que son mari (hors champ) est retenu par les manifestants, à Alexandra, près de Johannesburg, le 16 juillet 2026. EMMANUEL CROSET/AFP

Trois jours plus tard, le 13 juillet, plus de 500 personnes sont encore arrivées au consulat depuis Vereeniging. *« J'ai reçu un appel et, une demi-heure plus tard, on a vu arriver des centaines de personnes »*, raconte Rivonia Pillay, la coordinatrice de l'aide déployée par le collectif Siyafana Sonke, créé en réponse à la vague xénophobe qui monte en puissance depuis le mois de mai. Cheffe de file de la mobilisation hostile aux étrangers, l'organisation March and March avait appelé à une large manifestation le 30 juin, exigeant le départ des migrants illégaux accusés d'asphyxier les services publics, de nourrir le crime et de *« voler le travail »* des Sud-Africains. Le chaos redouté par les forces de l'ordre ce jour-là a été évité mais, depuis, des marches plus modestes se poursuivent et les raids anti-migrants se multiplient.

Crainte de représailles

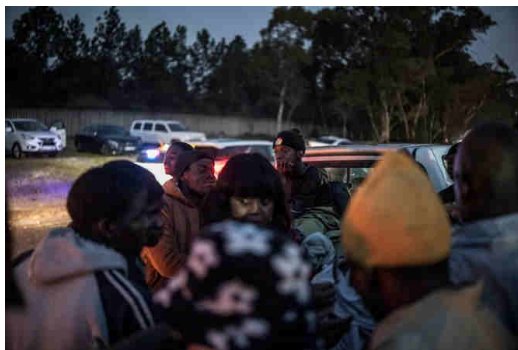
Devant les grilles du consulat du Malawi, où ils espèrent récupérer des laissez-passer pour regagner leur pays, les déplacés de Vereeniging racontent tous la même histoire : des groupes d'hommes s'engouffrant dans les arrières-cours des maisons pour déloger les étrangers, qui louent souvent de petites baraques en retrait des habitations principales. Officiellement, le mouvement ne vise que les migrants illégaux, mais tous les étrangers qui vivent dans des quartiers pauvres se sentent en danger.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [« Les étrangers dehors ! » : en Afrique du Sud, les mouvements xénophobes réussissent leur démonstration de force](#)
Lire plus tard

A Durban, dans l'est du pays, plus de 400 Congolais, Rwandais, Burundais, Ougandais protégés par un statut de réfugié campent sur un trottoir depuis plusieurs semaines. *« Certains ont été licenciés, d'autres sont expulsés de leur logement parce que leur propriétaire craint des représailles de March and March »*, raconte Yeshelen Govender, coordinateur de Siyafana Sonke dans la ville. A ces réfugiés qui ne peuvent pas rentrer dans leur pays, le gouvernement sud-africain propose de réintégrer leurs quartiers. L'un d'entre eux s'est

retrouvé dans le coma après avoir essayé. Le collectif, qui regroupe plus de 130 organisations issues de la société civile, évoque une « *crise humanitaire* ». D'autres ONG sont réticentes à employer le terme.

« *Il n'y a pas de crise humanitaire* », rejette Mmamoloko Kubayi, à la tête du comité interministériel assemblé pour « *répondre aux préoccupations exprimées par les Sud-Africains en matière d'immigration* ». « *Nous nous sommes assurés que les gens étaient traités dignement* », insiste-t-elle, en évoquant les migrants rapatriés. Les autorités condamnent les milices qui contrôlent les identités, harcèlent les commerçants étrangers et chassent des résidents. Plus de 900 personnes ont été arrêtées, le 30 juin, par les forces de l'ordre. Le 16 juillet, de nouveau, près de 70 personnes ont été interpellées après le pillage de magasins appartenant à des étrangers. Mais la police est régulièrement accusée d'assister à des violences sans réagir.



Des migrants malawites rassemblés devant leur consulat à Johannesburg, le 14 juillet 2026. MARCO LONGARI / AFP

Ce n'est pas la première fois que l'Afrique du Sud connaît une vague d'hostilité à l'égard des migrants africains. En 2008, la première avait fait plus de 60 morts. Cette fois, seules quatre personnes ont officiellement perdu la vie dans les violences. Mais jamais autant d'étrangers n'avaient été contraints au départ. Sur les sites qui accueillent des déplacés, les humanitaires contactés par *Le Monde* recensent peu de victimes de violences physiques. Les blessés refusent d'être conduits à l'hôpital, relève Claire Waterhouse, coordinatrice des urgences de Médecin sans frontières en Afrique du Sud. Mi-juillet, au consulat du Malawi, un homme s'est présenté avec les avant-bras couverts de brûlures, expliquant avoir été attaqué au lance-flammes.

Eviter l'engorgement

« *Dans la région de Johannesburg, on observe un flux assez constant de personnes arrivant de toute la province et de plus loin, en bus, à pied, à vélo, en Uber... Certains ont tout perdu, d'autres ont pu emporter quelques affaires. Des sites accueillent jusqu'à 300 ou 400 personnes par jour, c'est très variable* », explique la responsable. A Durban, près de 10 000 personnes, en majorité des Malawites, ont fui leur logement pour se regrouper sur différents sites improvisés. Les autorités ont érigé dans l'urgence un Centre temporaire de traitement des rapatriements à Musina, près de la frontière zimbabwéenne.

Ouverte le 1^{er} juillet, l'installation a accueilli des dizaines de milliers de personnes les premiers jours. Les autorités, qui ne veulent pas voir se constituer des camps de réfugiés, font tout pour éviter l'engorgement. Sur place, des équipes mobiles des services de l'immigration travaillent jour et nuit et des autobus quittent régulièrement le site pour conduire des étrangers

hors du pays. D'après la ministre de la justice, tous les migrants accueillis sont en situation irrégulière. Leurs ambassades leur délivrent des laissez-passer, validés ensuite par les services de l'immigration sud-africains.



Des résidents sud-africains brandissent leur carte d'identité, lors d'une manifestation anti-immigrés à Alexandra, près de Johannesburg, le 16 juillet 2026. EMMANUEL CROSET/AFP

Dans le centre, des associations assurent la coordination humanitaire. Eau, nourriture, couches, médicaments... « *Je peux dire sans prendre de risque que le gouvernement n'a pas fourni un seul repas* », s'est vanté, mercredi, la ministre de la justice, soucieuse de montrer la fermeté des autorités. Arrestations massives de migrants illégaux, inspections des entreprises, colmatage des frontières... Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé, début juin, un plan de lutte contre l'immigration illégale sans précédent. Ces annonces interviennent à quelques mois des élections municipales de novembre, alors que le parti présidentiel, le Congrès national africain, est en chute libre dans les urnes.

Le gouvernement explique observer une baisse du nombre de dossiers traités à Musina et envisage désormais de réduire ses opérations. Mais Claire Waterhouse alerte : « *Beaucoup de Sud-Africains ont le sentiment que la tempête est passée car la journée du 30 juin a été relativement calme, mais ce n'est pas fini. Au contraire, les déplacements de populations s'intensifient.* »

Devant le consulat du Malawi, dans la capitale, une course contre la montre est engagée afin de trouver des bus pour acheminer les déplacés vers le centre de Musina. Le soir, ceux qui n'ont pas pu partir s'enroulent dans des couvertures en consommant des bûches pour tenter de combattre les nuits glacées de l'hiver austral. A 1 700 mètres d'altitude, celles de Johannesburg frôlent régulièrement zéro degré. Certains soirs, le consulat ouvre ses portes aux plus vulnérables. Violet n'a pas eu cette chance. La mère tourne la tête vers sa fille de 1 an, enveloppée sur son dos : « *Elle a pleuré toute la nuit à cause du froid.* »

[Mathilde Boussion \(Johannesburg, correspondance\)](#)